

# ACTION URGENTE

## ÉTHIOPIE. DES RESPONSABLES DE L'OPPOSITION PRIVÉS DE SOINS MÉDICAUX

**Olbana Lelisa et Bekele Gerba sont actuellement privés de soins médicaux. Ces deux hommes, qui sont des responsables de l'opposition et des prisonniers d'opinion détenus à la prison de Kaliti, seraient malades. Des amis d'Olbana Lelisa pensent que le pronostic vital de ce dernier pourrait être engagé.**

Il y a plusieurs mois, **Olbana Lelisa** et **Bekele Gerba** ont été transférés de la prison de Ziway, au sud d'Addis-Abeba, à celle de Kaliti, située à la périphérie de la capitale, après qu'un médecin a, semble-t-il, préconisé que ces deux hommes bénéficient de soins hospitaliers. Cependant, depuis leur transfèrement, ils n'ont pas été hospitalisés. On ne sait pas exactement de quoi ils souffrent puisqu'ils n'ont pas pu bénéficier d'un diagnostic complet.

Olbana Lelisa et Bekele Gerba a été arrêtés en août 2011, quelques jours après avoir rencontré des représentants d'Amnesty International. Ils ont été inculpés d'infractions contre l'État en raison de leur soutien présumé au Front de libération oromo (FLO), un groupe interdit. Cette charge est utilisée régulièrement pour réduire au silence les partis d'opposition oromos. En novembre 2012, à l'issue d'un procès entaché d'irrégularités, les deux hommes cités ont été déclarés coupables. Lors de l'audience consacrée à la détermination des peines, Bekele Gerba a été condamné à huit ans d'emprisonnement et Olbana Lelisa, à 13 ans. Leurs peines ont été ramenées en appel à trois ans et sept mois et à 11 ans, respectivement. Amnesty International considère les deux hommes concernés comme des prisonniers d'opinion, détenus uniquement en raison de leurs activités politiques légitimes et pacifiques. À ce titre, elle estime qu'ils doivent être libérés immédiatement et sans condition.

### DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en amharique, en anglais ou dans votre propre langue :

- demandez qu'Olbana Lelisa et Bekele Gerba aient accès immédiatement et sans restriction à un hôpital afin d'obtenir un diagnostic et des soins, et qu'ils soient autorisés à demeurer à l'hôpital jusqu'à la fin de leur traitement ;
- dites-vous préoccupé par le fait que ces deux hommes, ainsi que d'autres prisonniers, soient privés de soins médicaux pendant leur détention ;
- dites-vous préoccupé par le fait qu'ils aient été arrêtés et poursuivis pour avoir exercé leurs droits légitimes de s'exprimer librement et d'appartenir à des partis politiques d'opposition, et demandez leur libération immédiate.

### ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 6 JUIN 2014 À :

#### Ministre de la Justice

Berhanu Hailu  
Ministry of Justice,  
P.O. Box 1370,  
Addis Ababa,  
Éthiopie  
Fax : +251 11 5517755

**Formule d'appel : Dear Minister, /  
Monsieur le Ministre,**

#### Ministre des Affaires fédérales

D. Shiferaw Teklemariam  
Ministry of Federal Affairs  
P.O. Box 5718  
Addis Ababa, Éthiopie  
Courriel : [shiferawtmm@yahoo.com](mailto:shiferawtmm@yahoo.com)

**Formule d'appel : Dear Minister, /  
Monsieur le Ministre,**

#### **Copies à :**

Premier ministre  
His Excellency Hailemariam Desalegn  
Office of the Prime Minister,  
P.O. Box 1031,  
Addis Ababa, Éthiopie  
Fax : +251 11 552030 (veuillez insister)

**Veuillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de l'Éthiopie dans votre pays (adresse/s à compléter) :**

Nom(s), adresse(s), n° de fax ; courriel ; formule d'appel.

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci. Ceci est la première mise à jour de l'AU 263/11. Pour en savoir plus : <http://amnesty.org/fr/library/info/AFR25/007/2011/fr>.

**AMNESTY  
INTERNATIONAL**



# ACTION URGENTE

## ÉTHIOPIE. DES RESPONSABLES DE L'OPPOSITION PRIVÉS DE SOINS MÉDICAUX

### COMPLÉMENT D'INFORMATION

Olbana Lelisa était un responsable du Congrès populaire oromo (CPO) lorsqu'il a été arrêté. Bekele Gerba, quant à lui, était président adjoint du Mouvement démocratique fédéraliste oromo et professeur d'anglais à l'université d'Addis-Abeba. Ces deux hommes ont rencontré des délégués d'Amnesty International quelques jours seulement avant leur arrestation. La délégation d'Amnesty International a été expulsée du pays le jour où Olbana Lelisa et Bekele Gerba ont été arrêtés. Avant le procès, ceux-ci ont été interrogés tous les deux au sujet de leurs entretiens avec les délégués de l'organisation.

Pendant le procès, aux alentours de mai 2012, Olbana Lelisa s'est plaint d'avoir été attaqué par un codétenu violent qui avait été installé dans sa cellule. Cependant, le tribunal n'a pas donné suite à ces allégations.

L'Ensemble de règles minima des Nations unies pour le traitement des détenus indique que pour les détenus « malades qui ont besoin de soins spéciaux, il faut prévoir le transfert vers des établissements pénitentiaires spécialisés ou vers des hôpitaux civils ».

Depuis l'arrestation de Bekele Gerba et d'Olbana Lelisa, le CPO et le Mouvement démocratique fédéraliste oromo ont fusionné pour donner naissance au Congrès fédéraliste oromo (CFO). Le CFO a indiqué qu'un autre de ses membres, Mohamed Negashi, candidat du CPO à Dire Dawa lors des élections de 2005, était mort en détention dans des circonstances inexplicables début 2014. D'ailleurs, l'épouse de ce dernier n'avait pas pu récupérer son corps pour l'enterrer.

Le CFO a aussi rapporté que, en mars 2014, deux jeunes militants avaient été abattus par la police à Ginmir (région d'Oromia). La police aurait emmené Seifu Oda, 33 ans et père de deux enfants, alors qu'il se trouvait à son domicile et l'aurait abattu en lui tirant dans la bouche. Le lendemain, lors de manifestations organisées pour protester contre cet homicide, Abdi Bilya, ami de Seifu Oda et également sympathisant du CFO, aurait aussi été abattu.

Les autorités éthiopiennes sont extrêmement hostiles aux dissidents. Les membres de partis d'opposition et les journalistes indépendants sont régulièrement harcelés, arrêtés et poursuivis.

Des Oromos sont fréquemment arrêtés au motif qu'ils soutiennent le Front de libération oromo (FLO). Il s'agit notamment de nombreux membres et sympathisants de partis d'opposition oromos, et d'autres personnes de tous horizons. Leurs arrestations se fondent sur leur opposition réelle ou supposée au gouvernement.

Début 2011, année où Olbana Lelisa et Bekele Gerba ont été arrêtés, des centaines de membres de partis d'opposition oromos ont été arrêtés, les autorités craignant, semble-t-il, que des soulèvements comme ceux du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord ne se propagent en Éthiopie. De nombreux étudiants de plusieurs universités de la région d'Oromia ont été arrêtés à la même période.

Le Mouvement démocratique fédéraliste oromo et le CPO ont indiqué à Amnesty International que plusieurs de leurs membres arrêtés en mars et avril 2011 avaient ensuite disparu, ce qui laisse craindre que ces personnes ne soient détenues arbitrairement.

Noms : Bekele Gerba et Olbana Lelisa

Hommes

Action complémentaire sur l'AU 263/11, AFR 25/001/2014, 25 avril 2014